

Société

ARC-EN-CIEL PAR TEMPS D'ORAGE : LES DROITS LGBTI+ DANS LE VISEUR DES MOUVEMENTS ILLIBÉRAUX EN EUROPE

Flora Bolter, Amandine Clavaud, Denis Quinqueton

28/06/2025

Alors que le gouvernement de Viktor Orbán a fait voter une loi interdisant la Marche des fiertés à Budapest, celle-ci se tiendra dans la capitale hongroise, portée par le soutien de 33 pays et de la société civile, dans un contexte où les attaques contre les droits des personnes LGBTI+ n'ont jamais été aussi vives en Europe et au niveau international. Flora Bolter et Denis Quinqueton, co-directrice et co-directeur de l'Observatoire LGBTI+ de la Fondation, ainsi qu'Amandine Clavaud, directrice de l'Observatoire Égalité femmes-hommes, en appellent à une mobilisation de la société pour défendre les droits humains.

22 pays membres du Conseil de l'Europe reconnaissent le mariage pour tous et une douzaine fondent le changement de la mention du sexe à l'état civil sur l'autodétermination. L'existence même d'une Stratégie de la Commission européenne pour l'égalité des personnes LGBTQI, en cours de renouvellement après un premier plan 2020-2025, indique à quel point ces droits sont perçus par les citoyen·nes comme constitutifs du projet et des valeurs fondamentales de l'Europe.

Et pourtant, au centre et à l'est de l'Europe, en 2025, se multiplient les initiatives législatives pour limiter ces droits et museler la libre expression des personnes LGBTI+, c'est-à-dire les renfermer dans le placard dont elles s'émancipent progressivement depuis un demi-siècle. Fort de son bilan déjà très musclé en matière de répression des LGBTI+, et alors que la Géorgie et la Bulgarie lui ont cédé le pas en votant des lois d'inspiration russe contre la prétendue « propagande LGBT », Viktor Orbán s'est encore enhardi en ce début d'année en faisant interdire la Budapest Pride, marche des fiertés LGBTI+ de la capitale hongroise pour sa 30^e édition.

La propagande poutinienne circule avec une particulière acuité, faux comptes et deepfakes à l'appui, dans la zone post-soviétique et l'ancien bloc de l'Est, déshumanisant les personnes LGBTI+ par des rumeurs et caricatures toutes plus insultantes les unes que les autres. Le propos est de

« représenter » un « Occident » en zone de décadence et de débauche et d'y opposer le « modèle russe » d'un patriarcat autoritaire. L'offensive va de la chanson masculiniste *Sigma boy* à un *oukase créant un visa de résidence* pour les étrangers qui partagent ses *valeurs réactionnaires*, la seule condition pour l'obtenir étant de marquer son opposition aux « orientations idéologiques néolibérales destructrices ». Tout un programme ! Il serait cependant illusoire de penser que le phénomène est limité à cette zone Est de l'Europe, ou que la Russie poutinienne en serait le seul acteur. L'Italie de Giorgia Meloni est par exemple elle aussi en train de travailler sur une *résolution anti-« propagande LGBT »* dans les écoles, après s'être *attaquée aux actes de naissance des enfants nés de PMA* et à la *reconnaissance du prénom usuel des étudiant-es trans...*

Et ce qui a précipité ce regain de vigueur LGBTIphobe et cette nouvelle vague de répression vient plutôt de l'Ouest : la victoire de Donald Trump. Sa campagne électorale a pilonné la dignité et les droits des personnes trans à *grands coups de désinformation et de théories du complot*. Son élection a créé un appel d'air important sur les braises mal éteintes des mobilisations anti-LGBTI+ alors en recul, avec une Hongrie dans l'attente de sanctions européennes, un *PiS ultraconservateur polonais* renvoyé dans l'opposition en 2023, et une mobilisation pro-européenne inattendue en Géorgie donnant du fil à retordre aux populistes illibéraux.

Et si les États-Unis, pourtant jusqu'ici l'incarnation de « l'Occident » diabolisé par Poutine comme naguère par la propagande soviétique, ont basculé aujourd'hui dans les LGBTIphobies d'État, cela ne vient pas de nulle part. C'est déjà de ce pays, depuis plusieurs décennies, que vient l'essentiel des argumentaires biaisés et études frelatées (« *junk science* ») sur *l'homoparentalité* ou les *jeunes trans* qui ont pullulé dans sur tous les continents, *notamment en Afrique* sous l'effet de « missions » politico-religieuses des prêcheurs de haine étatsuniens, mais aussi en Europe, notamment par le biais *du réseau Agenda Europe et d'autres initiatives similaires* à partir de la décennie 2010.

Aujourd'hui, l'Europe est donc la zone de friction tellurique d'un conflit géopolitique plus large, traversé par des alliances improbables ; dans le volet politico-médiatique de ce conflit hybride, les droits des personnes LGBTI+ jouent un rôle crucial.

Or, si les acteurs politiques hostiles aux droits humains et donc aux droits des personnes LGBTI+ n'hésitent pas à relayer, même en France, *une désinformation plus ou moins grossière sur les personnes LGBTI+, trans en particulier*, celles et ceux qui défendent un projet de société axé sur les droits humains sont relativement peu entendus.

Plus grave, des progressistes se laissent parfois séduire par certains sophismes anti-LGBTI+,

particulièrement celui qui oppose, sans fondement, droits des femmes et droits LGBTI+. Et parce que le mouvement anti-trans s'appuie sur une *junk science* abondamment rejetée par le milieu scientifique, il fait aussi partie des campagnes hostiles à la science qui rejettent aujourd'hui le consensus scientifique dans de nombreux domaines comme les effets supposément négatifs des vaccins, l'absence proclamée d'impact de l'activité humaine sur le climat, ou les prétendues séquelles dramatiques de l'avortement ou de la contraception sur la santé.

Mais, contrairement aux autres sujets, parce que les enjeux de santé des personnes trans sont peu connus du grand public, ce discours est relayé sans contradiction par la presse et certains responsables. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni, le bombardement continu de *junk science* américaine et de litiges stratégiques exploitant les maillons faibles de la législation a débouché sur des décisions ubuesques. Non seulement la Cour suprême britannique, à rebours de la **jurisprudence européenne pour laquelle le pays avait déjà été condamné**, a-t-elle officiellement exclu les femmes trans de la définition légale du mot « femme », exacerbant une **violence transphobe en forte recrudescence**, mais le gouvernement travailliste – qui a **officiellement fait savoir qu'il ne considérerait plus les femmes trans comme étant des femmes** – a également sanctuarisé l'interdiction, posée par le gouvernement conservateur sortant, des soins de santé nécessaires aux jeunes trans et correspondant à l'intégralité des recommandations internationales. Cette interdiction a déjà des **effets négatifs mesurables et catastrophiques** sur leur santé. Aux États-Unis, la Cour suprême dans **l'arrêt U.S. v. Skrmetti** vient, de même, de mettre à égalité *junk science* et pratiques établies et éprouvées, ouvrant la voie à une **catastrophe sanitaire généralisée** dans les États républicains.

Cette année, le mois des fiertés est ainsi émaillé de reculs significatifs des droits des personnes LGBTI+, trans en particulier, et singulièrement en Europe.

Il y a pourtant aussi eu des sources d'espoir et des résistances emblématiques, comme celle de Gergely Karácsony, le maire de Budapest, qui a repris à son compte l'organisation de la Marche des fiertés, défiant ainsi l'interdiction posée par Orbán.

Il importe pour les droits humains, pour l'avenir de l'Europe et pour les forces progressistes que tous et toutes soient au rendez-vous pour la défense de ces droits et comprennent ce qui est en jeu. Non, les attaques contre l'égalité des droits, contre les droits des personnes LGBTI+, contre les droits des femmes ne sont pas simplement les dernières convulsions de conservatismes sociaux passésistes : il s'agit de campagnes idéologiques délibérées qui attaquent l'ensemble des droits humains en instrumentalisant des peurs de « contagion sociale » (*sic*), des fantasmes anti-scientifiques et des théories du complot échevelées.

C'est de l'ensemble des acteurs sociaux et politiques que doit venir la riposte, et pas seulement des associations LGBTI+ et féministes.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)